

Dossier

# Quelle Recherche en Midi- Pyrénées?



Vos luttes dans la région

1er mai: pour la défense de la SECU !

Vie syndicale

qualité de vie syndicale

CESR

l'actualité du groupe cgt cesr

# informations

N°153 • AVRIL 2004

Dossier

• **Quelle recherche en  
Midi-Pyrénées**

Editorial

2

A la une

- A380: le défi relevé!

3

Vos luttes dans la région

- 1ER MAI
- Statut EDF
- Fortech
- Chômeurs

4

Dossier

- états des lieux
- une victoire importante
- une crise profonde
- avis du cesr

5/8

Vie syndicale

- qualité de vie syndicale
- CGT Hautes-Pyrénées

9

CESR

- l'actualité du groupe cgt

10

Brèves

- congrès
- SECU
- ASSISES
- web

11

## Edito



Une dynamique de succès revendicatif se développe sur fond d'une situation sociale et économique qui continue à se dégrader. L'heure est à débattre de la revendication, de l'action et de la syndicalisation dans un même mouvement pour des conquêtes sociales.

Reconnaissance et responsabilité sociale sont au coeur de l'engagement des salariés en responsabilité. Derrière le 1er mai, les mobilisations se construisent dans plusieurs professions. L'exigence monte d'une réforme profonde du système de santé et de Sécurité Sociale répondant aux besoins actuels, à contrario, des solutions de démantèlement tournant le dos à la solidarité, concoctées par le gouvernement. Pas question de remboursement en fonction du niveau des revenus !

Les principes de base de la Sécurité Sociale (cotisations en fonction des revenus, remboursements en fonction de ses besoins) ne doivent en aucun cas être remis en cause au risque de voir se développer l'assurantiel privé inégalitaire et socialement inefficace. Médicaments, prévention, responsabilité des employeurs dans la dégradation de la santé, prise en charge des frais optiques ou dentaires..... autant sur la qualité, sur le périmètre des soins pris en charge que sur le niveau de remboursement, il s'agit aujourd'hui d'exprimer les besoins et d'obtenir un débat public. La CGT a élaboré des propositions sur le mode d'affectation, sur le niveau des ressources comme sur le mode démocratique de gestion.

La pétition nationale rencontre chaque jour un succès croissant. Par leur accueil et le nombre de pétitions signées, on a pu vérifier lors des 3 journées des 13, 14 et 15 mai dans les entreprises et sur les places de marché, combien les gens étaient attentifs et comprenaient l'enjeu de cette réforme.

A chacune, chacun de pousser le débat et l'intervention afin de réussir la grande journée de la mobilisation unitaire le 05 juin 2004. **La Sécu, c'est vital !**

**Jean-Marc AUTHIE**  
secrétaire général UD32  
17/05/2004



Bourse du Travail  
19, place Saint-Sernin  
BP 7094  
31070 Toulouse cedex 7

Prix : 1€ • N°153 • Avril 2004  
N° d'inscription à la CP 579 D73

Directrice de la Publication :  
Martine Bernard  
Tél. 05 61 23 35 52  
Fax 05 61 21 06 67  
e-mail : [cgt.cmp@wanadoo.fr](mailto:cgt.cmp@wanadoo.fr)  
Crédit photos : Jean-Philippe ARLES

Imprimé par Midi-Pyrénées Impression

# A380:...le défi relevé!



## L'institut régional d'histoire sociale cgt rend hommage aux hommes de l'aéro...!

### **Le défi de l'A380 relevé par les salariés.**

C'est par ce titre dans le quotidien régional qu'est relatée l'initiative de l'IRHS et du comité régional cgt Midi-Pyrénées pour saluer la mise en chantier de l'A380. En effet l'inauguration de l'usine d'Aéroconstellation où sera assemblé le plus grand avion du monde, a donné lieu à de nombreux commentaires notamment sur l'exploit technologique que représente la construction de l'usine et la réalisation de l'avion. Aussi l'institut régional d'histoire a décidé avec le comité régional de replacer dans l'histoire les véritables réalisateurs de l'aéronautique. Lors d'une conférence débat, le 4 mai, à laquelle ont participé plus de 120 personnes, ils ont présenté les différentes étapes de ce travail de mémoire. Extraits:

" Pour réaliser ce projet l'Institut, son groupe aéro, ont choisi les périodes décisives, véritables tournants maîtrisés par les salariés et leurs organisations, la CGT et ses structures, le mouvement syndical, dans les diverses configurations de la réunification en 1936, la scission de 1947 menant au pluralisme syndical actuel.

Cinq périodes que nous décrivons dans leur contexte, en y ajoutant l'impact sur l'économie et la situation sociale de la région :

**1936-1937** : la véritable naissance de la construction aéronautique régionale

**1940-1950** : la liberté, la paix, le pain... l'indépendance

**1970 -1980** : les salariés portent à bout de bras la sauvegarde et le développement de notre industrie

**1976-1982** : inscrits dans les perspectives d'un développement du transport aérien de masse

**1999-2004** : après Caravelle, Concorde, Airbus dans ses versions A 300, A 310 et leurs dérivés, l'innovant A 320 et les A 330 et A 340

**L'édition d'une brochure, ainsi que la tenue d'un colloque sur le thème de l'importance économique et sociale passée, actuelle et future, dans la vie de notre région et au-delà, colloque auquel seront invités tous ceux qui ont le souci de l'avenir de notre pays et qui sont passionnés par "l'épopée" de l'aérospatial, jaloneront les différentes étapes de la sortie de l'avion.**

### **Pour sa part le Comté régional a notamment déclaré:**

"Pour avoir soutenu et impulsé le projet du très gros porteur A 3XX, devenu A 380, la Cgt et les salariés de l'aéronautique qu'ils soient d'EADS, des équipementiers, des sous-traitants, ressentent une légitime fierté au moment où se concrétise le projet sur lequel ils travaillent depuis des années ! .../... Ce sont leurs luttes et leurs mobilisations à chaque étape du développement des sciences et du progrès humain qui ont contribué au rayonnement de l'industrie aéronautique de notre région, la mettant au cœur d'un événement

qui, nous le savons, porte loin.../...L'essor nouveau pris avec l'implantation dans l'agglomération toulousaine de l'A380 sur le site d'aéroconstellation met en évidence les nouveaux défis qui sont devant nous.../.. bref un formidable développement de ce territoire que certains qualifient déjà de " ruée vers l'ouest ". Cependant ce développement s'accompagne de restructurations profondes dans les grands groupes aéronautiques, mais aussi dans les entreprises sous-traitantes de l'aéronautique de notre région, contraintes de se réorganiser pour faire face à ces nouveaux enjeux. Pour maintenir leur productivité et leur taux de profit, elles ont principalement délocalisé des productions dans les pays à bas coût de main d'œuvre ! (ratier - Latécoère etc...), et aggravé les conditions de travail. Incontestablement, cette industrie a permis le développement de toute l'économie régionale et fait de notre région, une des principales régions européennes de l'aéronautique. Cependant, si cette reconnaissance constitue une force, elle peut s'avérer son point faible. L'avenir dans ce secteur n'est pas garanti, et en spécialisant dangereusement son économie à une seule industrie, notre région est soumise aux aléas de son développement et se trouve donc fragilisée, dans un contexte marqué par une vague de suppressions d'emplois, de licenciements sans précédent dans notre région ■

# 1er mai ... pour la défense de la sécu...!

Le 1er mai a été marqué par une forte mobilisation des salariés pour la défense de la sécurité sociale. Après les mouvements sociaux qui n'ont cessé depuis deux ans, les résultats des dernières élections, les manifestations du 1er mai ont été l'occasion pour réaffirmer avec force les exigences des salariés, leur rejet de la politique du gouvernement. En Midi-Pyrénées ce sont des milliers de salariés, leurs familles qui ont une nouvelle fois manifesté: 500 à Foix, 400 à Rodez, 8 500 à Toulouse, 500 à Cahors, 1 300 à Tarbes, 1 000 à Castres, 300 à

Montauban.

Leur détermination contraint le gouvernement à céder sur quelques questions sociales importantes. Ces mesures à elles seules demeurent insuffisantes. Le refus de modifier fondamentalement les politiques injustes socialement et inefficaces économiquement dont le MEDEF est l'instigateur et le bénéficiaire est inacceptable et dangereux pour la démocratie. C'est donc de nouvelles mobilisations, encore plus fortes qui sont à l'ordre du jour.

**ANDORRE:** au même moment se déroulait en Andorre une impor-



tante manifestation à l'appel de l'USDA soutenue par les organisations syndicales françaises et espagnoles membres du CSI Pyremed. Une délégation d'une vingtaine de camarades de Midi-Pyrénées représentait avec ceux du Languedoc Roussillon la délégation de la CGT. Ensemble et dans la continuité de la rencontre de janvier nous avons exigé l'application des droits sociaux fondamentaux et les libertés syndicales. ■

## Energie

Plusieurs milliers salariés d'EDF-GDF sont engagés dans l'action pour s'opposer au changement de statut juridique de leur entreprise et à sa privatisation. Le 8 avril, ils ont participé massivement à l'appel à la grève lancé par la cgt. Depuis il ne se passe pas une semaine sans une initiative de mobilisation, d'arrêt de travail avec des coupures de courant ou le basculement du tarif en heures creuses. Cette détermination des salariés a conduit plus de 120 conseils municipaux à adopter des délibérations s'opposant au changement de statut et à la privatisation, le conseil régional ainsi que 3 conseils généraux en ont fait de même. Une nouvelle action se prépare: la manifestation nationale à PARIS le 27 mai!

## Fortech

Le syndicat cgt avec les salariés poursuit son action pour obtenir l'annulation du plan social qui vise une réduction importante des effectifs de l'entreprise. Cette



mobilisation permet que le plan social soit toujours suspendu et

contraint la direction à examiner des mesures en faveur des salariés.

## Chômeurs

Les privés d'emploi de Toulouse avec leur comité cgt ont saisi, comme à Marseille, Bordeaux le tribunal pour exiger la réintégration dans leurs droits, abusivement réduits par l'Unedic. Le jugement sera rendu le 1er juin prochain. La victoire remportée par l'action des privés d'emploi à Marseille a permis d'ouvrir la brèche. En rétablissant l'ensemble des privés d'emploi dans leurs droits le gouvernement donne raison à leur détermination. En Midi-Pyrénées ils sont 13 000 demandeurs d'emploi à être concernés par cette décision.

# La Recherche en Midi-Pyrénées...!

*Midi-Pyrénées dispose d'un fort potentiel de recherche et de développement: état des lieux!*



Le récent mouvement des chercheurs a mis en évidence les difficultés rencontrées dans un secteur pourtant déterminant pour l'avenir de notre société. Dans notre région, qui dispose d'un potentiel important, les personnels de la recherche ont été en pointe dans l'action pour obtenir des moyens leur permettant d'effectuer leurs missions. Un avis en cours de saisine au cesr a permis au comité régional et à son groupe cgt au cesr de travailler avec les syndicats, du SNTRS mais aussi de l'industrie pour identifier les problématiques à notre région et réfléchir à des initiatives communes.

## ETAT DES LIEUX:

### ■ Le poids de la recherche publique

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) en Midi-Pyrénées, place notre région au 3ème rang national après l'île de France et Rhône Alpes. Elle est au 4ème rang pour le nombre des emplois 16 250 en ETP. Le poids de la recherche publique est très important du fait de la présen-

ce de grands établissements publics de recherche: CNES, CNRS, INRA, INSERM, ONERA, et des 4 universités. Ainsi notre région est la seule région avec le Languedoc-Roussillon où la dépense du secteur public est supérieure à celle des entreprises.

### ■ un accroissement du nombre de chercheurs

De 1990 à 1999, les effectifs de chercheurs sont passés de 11 830 à 16 250 soit une progression de 37%. Cet accroissement a essentiellement bénéficié à la recherche en sciences physiques et à la construction d'aéronefs qui gagnent 60% de l'accroissement

total des effectifs. Ce gain d'effectifs en recherche et développement s'inscrit dans un contexte général où l'emploi progresse!

Par ailleurs les techniciens en recherche et développement sont passés de 9 185 à 9 940 soit une progression de 8,2%. Un tiers d'entre eux travaillent dans le secteur aéronautique et spatial.

Le niveau de qualification devient de plus en plus élevé, conséquence de cet accroissement et la part des chercheurs dans l'emploi total recherche et développement est de 62% (+ 6% en 9 ans)

L'aire urbaine de Toulouse regroupe près de 90% des chercheurs de Midi-Pyrénées.

Avec 400 laboratoires publics,

## REPARTITION DES EFFECTIFS EN MIDI-PYRENEES

	CHERCHEURS	TECHNICIENS
Recherche et dév.	4 820	1 430
Ens. supérieur	4 760	300
Const.aéro et spatial	3 080	3 350
Autres secteurs	3 590	4 860
<b>Ensemble</b>	<b>16 250</b>	<b>9 940</b>

# une situation de crise profonde...!

## la recherche doit contribuer à la quête de connaissance qui anime l'humanité!

(suite de la page 5)



des milliers d'étudiants en 2ème et 3ème cycle (ils représentent 5,6% de l'ensemble des étudiants) les travaux des personnels de la recherche en Midi-Pyrénées sont importants, les publications scientifiques représentent 5,1% des publications françaises et concernent plus particulièrement les sciences de l'univers, les sciences pour l'ingénieur, la recherche médicale, la physique, la chimie, les mathématiques.....

### 11 juin: rencontre en Midi-Pyrénées

A l'initiative du groupe cgt CESR une rencontre a eu lieu sur le thème de recherche publique et recherche privée. Elle a permis à des chercheurs de la cgt mais aussi de la FSU d'échanger des informations avec des militants des entreprises: Pierre FABRE (Castres), SANOFI, SNPE, EDF. Par exemple:

Pierre FABRE et SANOFI sont impliqués dans la future cancéropole qui sera située sur les terrains d'AZF. Chez P.FABRE 300 personnes travaillent en recherche, de moins en moins de thésards et de plus en plus de CDD. De nombreux appels à la sous-traitance y compris dans les labos publics sont faits pour suppléer au manque d'embauche. A SANOFI, la fusion avec Synthelabo a préservé la recherche, selon les camarades, puisque le groupe a pour l'instant une politique plus nationale que son concurrent Aventis qui réali-

se 55% de son chiffre d'affaire aux USA. Mais les USA exigent des contreparties en terme de délocalisation de centre de recherche et d'unité de fabrication auxquelles Sanofi n'échappera pas. De plus la Direction de Sanofi n'est pas très enthousiaste vis à vis de la cancéropole.

A EDF, la direction a fixé l'objectif de baisse des frais généraux de 20%. La recherche est menacée, elle se concentre sur le nucléaire et le projet ITER.

Ces débats ont mis en évidence l'intérêt des échanges entre les chercheurs et les syndicats des entreprises de l'industrie particulièrement concernées. Ils sont un bon point de départ pour le débat national qui s'engage, c'est pourquoi dans le cadre de ces Etats Généraux de la Recherche nous avons décidé de tenir une réunion sur ce thème "recherche emploi et développement du territoire" le 11 juin 2004.

### ■ une place importante en Europe

Avec le contrat état-région le conseil régional intervient de manière importante et y consacre une part de son budget annuel, en 2004, 12,225 millions d'euros.

L'ensemble de ces éléments place notre région dans le peloton de tête des régions européennes pour l'intensité en recherche et développement.

Cependant, ce potentiel subit une crise profonde du fait des choix politiques du gouvernement qui instrumentalise la recherche pour le seul développement des profits des entreprises. ■

***Dans sa contribution à la saisine du CESR, la CGT Midi-Pyrénées dénonce la situation de la recherche, celle des personnels, elle fait aussi des propositions!***

# A380:...le défi relevé!



## L'institut régional d'histoire sociale cgt rend hommage aux hommes de l'aéro...!

### **Le défi de l'A380 relevé par les salariés.**

C'est par ce titre dans le quotidien régional qu'est relatée l'initiative de l'IRHS et du comité régional cgt Midi-Pyrénées pour saluer la mise en chantier de l'A380. En effet l'inauguration de l'usine d'Aéroconstellation où sera assemblé le plus grand avion du monde, a donné lieu à de nombreux commentaires notamment sur l'exploit technologique que représente la construction de l'usine et la réalisation de l'avion. Aussi l'institut régional d'histoire a décidé avec le comité régional de replacer dans l'histoire les véritables réalisateurs de l'aéronautique. Lors d'une conférence débat, le 4 mai, à laquelle ont participé plus de 120 personnes, ils ont présenté les différentes étapes de ce travail de mémoire. Extraits:

" Pour réaliser ce projet l'Institut, son groupe aéro, ont choisi les périodes décisives, véritables tournants maîtrisés par les salariés et leurs organisations, la CGT et ses structures, le mouvement syndical, dans les diverses configurations de la réunification en 1936, la scission de 1947 menant au pluralisme syndical actuel.

Cinq périodes que nous décrivons dans leur contexte, en y ajoutant l'impact sur l'économie et la situation sociale de la région :

**1936-1937** : la véritable naissance de la construction aéronautique régionale

**1940-1950** : la liberté, la paix, le pain... l'indépendance

**1970 -1980** : les salariés portent à bout de bras la sauvegarde et le développement de notre industrie

**1976-1982** : inscrits dans les perspectives d'un développement du transport aérien de masse

**1999-2004** : après Caravelle, Concorde, Airbus dans ses versions A 300, A 310 et leurs dérivés, l'innovant A 320 et les A 330 et A 340

**L'édition d'une brochure , ainsi que la tenue d'un colloque sur le thème de l'importance économique et sociale passée, actuelle et future, dans la vie de notre région et au-delà, colloque auquel seront invités tous ceux qui ont le souci de l'avenir de notre pays et qui sont passionnés par "l'épopée" de l'aérospatial, jaloneront les différentes étapes de la sortie de l'avion.**

### **Pour sa part le Comté régional a notamment déclaré:**

"Pour avoir soutenu et impulsé le projet du très gros porteur A 3XX, devenu A 380, la Cgt et les salariés de l'aéronautique qu'ils soient d'EADS, des équipementiers, des sous-traitants, ressentent une légitime fierté au moment où se concrétise le projet sur lequel ils travaillent depuis dans années ! .../... Ce sont leurs luttes et leurs mobilisations à chaque étape du développement des sciences et du progrès humain qui ont contribué au rayonnement de l'industrie aéronautique de notre région, la mettant au cœur d'un événement

qui, nous le savons, porte loin.../...L'essor nouveau pris avec l'implantation dans l'agglomération toulousaine de l'A380 sur le site d'aéroconstellation met en évidence les nouveaux défis qui sont devant nous.../... bref un formidable développement de ce territoire que certains qualifient déjà de " ruée vers l'ouest ". Cependant ce développement s'accompagne de restructurations profondes dans les grands groupes aéronautiques, mais aussi dans les entreprises sous-traitantes de l'aéronautique de notre région, contraintes de se réorganiser pour faire face à ces nouveaux enjeux. Pour maintenir leur productivité et leur taux de profit, elles ont principalement délocalisé des productions dans les pays à bas coût de main d'œuvre ! (ratier - Latécoère etc...), et aggravé les conditions de travail.

Incontestablement, cette industrie a permis le développement de toute l'économie régionale et fait de notre région, une des principales régions européennes de l'aéronautique. Cependant, si cette reconnaissance constitue une force, elle peut s'avérer son point faible. L'avenir dans ce secteur n'est pas garanti, et en spécialisant dangereusement son économie à une seule industrie, notre région est soumise aux aléas de son développement et se trouve donc fragilisée, dans un contexte marqué par une vague de suppressions d'emplois, de licenciements sans précédent dans notre région ■

# 1er mai ... pour la défense de la sécu...!

Le 1er mai a été marqué par une forte mobilisation des salariés pour la défense de la sécurité sociale. Après les mouvements sociaux qui n'ont cessé depuis deux ans, les résultats des dernières élections, les manifestations du 1er mai ont été l'occasion pour réaffirmer avec force les exigences des salariés, leur rejet de la politique du gouvernement. En Midi-Pyrénées ce sont des milliers de salariés, leurs familles qui ont une nouvelle fois manifesté: 500 à Foix, 400 à Rodez, 8 500 à Toulouse, 500 à Cahors, 1 300 à Tarbes, 1 000 à Castres, 300 à

Montauban. Leur détermination contraint le gouvernement à céder sur quelques questions sociales importantes. Ces mesures à elles seules demeurent insuffisantes. Le refus de modifier fondamentalement les politiques injustes socialement et inefficaces économiquement dont le MEDEF est l'instigateur et le bénéficiaire est inacceptable et dangereux pour la démocratie. C'est donc de nouvelles mobilisations, encore plus fortes qui sont à l'ordre du jour.

**ANDORRE:** au même moment se déroulait en Andorre une impor-

tante manifestation à l'appel de l'USDA soutenue par les organisations syndicales françaises et espagnoles membres du CSI Pyremed. Une délégation d'une vingtaine de camarades de Midi-Pyrénées représentait avec ceux du Languedoc Roussillon la délégation de la CGT. Ensemble et dans la continuité de la rencontre de janvier nous avons exigé l'application des droits sociaux fondamentaux et les libertés syndicales. ■



## Energie

Plusieurs milliers salariés d'EDF-GDF sont engagés dans l'action pour s'opposer au changement de statut juridique de leur entreprise et à sa privatisation. Le 8 avril, ils ont participé massivement à l'appel à la grève lancé par la cgt. Depuis il ne se passe pas une semaine sans une initiative de mobilisation, d'arrêt de travail avec des coupures de courant ou le basculement du tarif en heures creuses. Cette détermination des salariés a conduit plus de 120 conseils municipaux à adopter des délibérations s'opposant au changement de statut et à la privatisation, le conseil régional ainsi que 3 conseils généraux en ont fait de même. Une nouvelle action se prépare: la manifestation nationale à PARIS le 27 mai!

## Fortech

Le syndicat cgt avec les salariés poursuit son action pour obtenir l'annulation du plan social qui vise une réduction importante des effectifs de l'entreprise. Cette



mobilisation permet que le plan social soit toujours suspendu et

contraint la direction à examiner des mesures en faveur des salariés.

## Chômeurs

Les privés d'emploi de Toulouse avec leur comité cgt ont saisi, comme à Marseille, Bordeaux le tribunal pour exiger la réintégration dans leurs droits, abusivement réduits par l'Unedic. Le jugement sera rendu le 1er juin prochain. La victoire remportée par l'action des privés d'emploi à Marseille a permis d'ouvrir la brèche. En rétablissant l'ensemble des privés d'emploi dans leurs droits le gouvernement donne raison à leur détermination. En Midi-Pyrénées ils sont 13 000 demandeurs d'emploi à être concernés par cette décision.

# La Recherche en Midi-Pyrénées....!

*Midi-Pyrénées dispose d'un fort potentiel de recherche et de développement: état des lieux!*



Le récent mouvement des chercheurs a mis en évidence les difficultés rencontrées dans un secteur pourtant déterminant pour l'avenir de notre société. Dans notre région, qui dispose d'un potentiel important, les personnels de la recherche ont été en pointe dans l'action pour obtenir des moyens leur permettant d'effectuer leurs missions. Un avis en cours de saisine au cesr a permis au comité régional et à son groupe cgt au cesr de travailler avec les syndicats, du SNTRS mais aussi de l'industrie pour identifier les problématiques à notre région et réfléchir à des initiatives communes.

## ETAT DES LIEUX:

### ■ Le poids de la recherche publique

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) en Midi-Pyrénées, place notre région au 3ème rang national après l'île de France et Rhône Alpes. Elle est au 4ème rang pour le nombre des emplois 16 250 en ETP. Le poids de la recherche publique est très important du fait de la présen-

ce de grands établissements publics de recherche: CNES, CNRS, INRA, INSERM, ONERA, et des 4 universités. Ainsi notre région est la seule région avec le Languedoc-Roussillon où la dépense du secteur public est supérieure à celle des entreprises.

### ■ un accroissement du nombre de chercheurs

De 1990 à 1999, les effectifs de chercheurs sont passés de 11 830 à 16 250 soit une progression de 37%. Cet accroissement a essentiellement bénéficié à la recherche en sciences physiques et à la construction d'aéronefs qui gagnent 60% de l'accroissement

total des effectifs. Ce gain d'effectifs en recherche et développement s'inscrit dans un contexte général où l'emploi progresse!

Par ailleurs les techniciens en recherche et développement sont passés de 9 185 à 9 940 soit une progression de 8,2%. Un tiers d'entre eux travaillent dans le secteur aéronautique et spatial.

Le niveau de qualification devient de plus en plus élevé, conséquence de cet accroissement et la part des chercheurs dans l'emploi total recherche et développement est de 62% (+ 6% en 9 ans)

L'aire urbaine de Toulouse regroupe près de 90% des chercheurs de Midi-Pyrénées.

Avec 400 laboratoires publics,

## REPARTITION DES EFFECTIFS EN MIDI-PYRENEES

	CHERCHEURS	TECHNICIENS
Recherche et dév.	4 820	1 430
Ens. supérieur	4 760	300
Const.aéro et spatial	3 080	3 350
Autres secteurs	3 590	4 860
Ensemble	16 250	9 940

# une situation de crise profonde...!

## la recherche doit contribuer à la quête de connaissance qui anime l'humanité!

(suite de la page 5)



des milliers d'étudiants en 2ème et 3ème cycle (ils représentent 5,6% de l'ensemble des étudiants) les travaux des personnels de la recherche en Midi-Pyrénées sont importants, les publications scientifiques représentent 5,1% des publications françaises et concernent plus particulièrement les sciences de l'univers, les sciences pour l'ingénieur, la recherche médicale, la physique, la chimie, les mathématiques.....

### 11 juin: rencontre en Midi-Pyrénées

A l'initiative du groupe cgt CESR une rencontre a eu lieu sur le thème de recherche publique et recherche privée. Elle a permis à des chercheurs de la cgt mais aussi de la FSU d'échanger des informations avec des militants des entreprises: Pierre FABRE (Castres), SANOFI, SNPE, EDF. Par exemple:

Pierre FABRE et SANOFI sont impliqués dans la future cancéropole qui sera située sur les terrains d'AZF. Chez P.FABRE 300 personnes travaillent en recherche, de moins en moins de thésards et de plus en plus de CDD. De nombreux appels à la sous-traitance y compris dans les labos publics sont faits pour suppléer au manque d'embauche. A SANOFI, la fusion avec Synthélabo a préservé la recherche, selon les camarades, puisque le groupe a pour l'instant une politique plus nationale que son concurrent Aventis qui réali-

se 55% de son chiffre d'affaire aux USA. Mais les USA exigent des contreparties en terme de délocalisation de centre de recherche et d'unité de fabrication auxquelles Sanofi n'échappera pas. De plus la Direction de Sanofi n'est pas très enthousiaste vis à vis de la cancéropole.

A EDF, la direction a fixé l'objectif de baisse des frais généraux de 20%. La recherche est menacée, elle se concentre sur le nucléaire et le projet ITER.

Ces débats ont mis en évidence l'intérêt des échanges entre les chercheurs et les syndicats des entreprises de l'industrie particulièrement concernées. Ils sont un bon point de départ pour le débat national qui s'engage, c'est pourquoi dans le cadre de ces Etats Généraux de la Recherche nous avons décidé de tenir une réunion sur ce thème "**recherche emploi et développement du territoire**" le 11 juin 2004.

### ■ une place importante en Europe

Avec le contrat état-région le conseil régional intervient de manière importante et y consacre une part de son budget annuel, en 2004, 12,225 millions d'euros.

L'ensemble de ces éléments place notre région dans le peloton de tête des régions européennes pour l'intensité en recherche et développement.

Cependant, ce potentiel subit une crise profonde du fait des choix politiques du gouvernement qui instrumentalise la recherche pour le seul développement des profits des entreprises. ■

**Dans sa contribution à la saisine du CESR, la CGT Midi-Pyrénées dénonce la situation de la recherche, celle des personnels, elle fait aussi des propositions!**

# une grande victoire pour la recherche !

*550 postes statutaires restitués, 1000 postes pour les universités ! continuons l'action, le débat...!*



Après trois mois d'une lutte exceptionnelle, les personnels de la recherche scientifique ont obtenu la satisfaction de leurs revendications immédiates : la restitution des 550 postes de fonctionnaires titulaires que le gouvernement Raffarin II avait transformés en CDD et la création de 1000 postes pour les universités : 700 postes d'enseignants-chercheurs, 150 ATER (Attachés Temporaires d'Enseignement et de Recherche) et 150 IATOS (personnels techniques et administratifs). Le gouvernement s'est en outre engagé à réunir les organisations syndicales dans le cadre de la préparation du budget 2005.

**Cette victoire est la plus importante remportée par les personnels depuis la fin des années 1980.**

Exceptionnelle, cette lutte l'a été dans son ampleur comme dans sa capacité à susciter des formes inédites d'actions, allant des manifestations classiques à des expressions multiples en direction de la population. Elle l'a été également par le recours à la complémentarité entre d'une part l'expé-

rience, le savoir-faire, la capacité à formuler des mots d'ordre clairs et rassembleurs des organisations syndicales et d'autre part l'imagination, les formes novatrices de mobilisation initiées par le Collectif Sauvons la recherche. Cette unité, qui a aussi été un combat que le SNTRS-CGT a su mener, a permis aux personnels, des directeurs de laboratoires aux ingénieurs, techniciens et administratifs de s'exprimer, et aux jeunes qu'ils soient doctorants, post-doctorants ou jeunes chercheurs de se faire entendre. Nous nous sommes battus :

- Contre la précarisation de l'emploi des jeunes scientifiques, symbolisée par la restitution des 550 postes statutaires,
- contre le déclin de la recherche fondamentale portée par le système de recherche public, déclin marqué par les coupes budgétaires intervenues au CNRS et à l'INSERM, mettant les organismes au bord de la cessation de paiement,
- contre la bureaucratie envahissante,
- contre la politique du gouvernement qui pilote le système de recherche public, pour la seule

rentabilité à court terme et au service des seules entreprises et non pour la satisfaction des besoins des populations,

- pour une politique de recherche qui s'inscrive dans la cohérence, la continuité et la durée ; avec une programmation pluriannuelle des emplois et des financements récurrents,

- pour une réflexion sur les moyens, les missions et les finalités du système public de recherche,

C'est pourquoi le SNTRS-CGT a demandé, avec la CGT la tenue d'Etats généraux sur la recherche.

Ces débats, qui ont commencé dans les laboratoires et les sites de recherche ne peuvent être l'affaire des seuls personnels de la recherche scientifique publique. Ils doivent associer les travailleurs de la recherche des entreprises publiques ou privées et les citoyens. C'est pourquoi la CGT, ses Unions départementales, ses fédérations se doivent de participer pleinement, et faire entendre leurs points de vue et leurs propositions. ■

# L'avenir de la Recherche, en débat au cesr...!



## la cgt vote contre l'avis du cesr

**Lors de la dernière assemblée plénière du cesr à propos du projet d'avis sur "l'avenir de la recherche en Midi-Pyrénées", Yannick Lequentrec au nom du groupe cgt a notamment déclaré, extraits :**

"Ce projet d'avis sur l'Avenir de la recherche en Région se révèle partial :

Partial parce qu'il plaide en faveur d'une mise en marche libérale de la recherche.

Cet assujettissement de la recherche aux intérêts bien compris des industriels est paradoxal quand on constate que la principale faiblesse de la recherche française réside surtout dans la frilosité des entreprises privées pour la financer.

Cette fuite en avant mène d'ailleurs la recherche droit au mur si l'on s'en tient aux positions des organisations patronales.

Le rapport rédigé par Jean Paul Vermes de la Chambre de commerce de Paris et Eric Hayat, président de la commission recherche et innovation du MEDEF est particulièrement clair sur ce point :

" faire peser sur les entreprises une quelconque obligation quantitative serait se tromper de débat : ce sont bien les impératifs de compétitivité et d'acquisition de parts de marché, relayés par les actionnaires, qui déterminent les décisions des entreprises et rien ne saurait les contraindre à poursuivre un objectif politique ".

On ne saurait mieux indiquer à

quel point l'intérêt général et celui des actionnaires peuvent diverger. Pourtant, si le patronat n'est responsable de rien, excepté le profit, il est en revanche demandeur de fonds publics. Dès lors, pour atteindre l'objectif des 3 % du PIB, le gouvernement est prié de faire un effort d'attractivité pour éviter que les entreprises délocalisent leurs laboratoires.

Et d'afficher ses revendications qui sont fidèlement reprises dans cet avis : les crédits d'impôts recherche qui ne doivent plus être associés à des contrôles fiscaux suivis de redressements, les fondations destinées à financer la recherche qui doivent bénéficier d'une déductibilité fiscale, au mieux, totale.

Quant au pilotage du rapprochement de la recherche publique, il doit être effectué par les entreprises.

Pour ce qui nous concerne, nous sommes des partisans résolus du rôle central de l'Etat dans la définition des orientations stratégiques de la recherche et dans la coordination de l'ensemble de l'effort de recherche.

En sachant que pour que l'Etat soit en capacité de jouer ce rôle, il doit assurer en premier lieu le développement de la recherche libre et non orientée- dite fondamentale. Celle-ci s'organise autour de programmes de recherche proposés par les équipes et les laboratoires de recherche.

Rappelons aussi qu'elle ne

regroupe pas que les sciences qualifiées d'exactes mais également l'ensemble des Sciences humaines et sociales qui restent trop souvent ignorées des orientations comme des évaluations de la recherche alors qu'elles sont un point d'appui essentiel pour penser et poser les questions de cohésion sociale ainsi que pour améliorer les politiques publiques, y compris en matière d'aménagement du territoire ; on pourrait citer par exemple la géographie humaine.

Selon nous, la structuration de la recherche doit aussi tenir compte de la place que la nation et l'Europe entendent accorder à la prise en compte des besoins humains fondamentaux tels que le droit de travailler, de se soigner, de se nourrir sainement, de vivre dans un environnement sain, d'accéder à l'éducation...

Dans ce cadre, l'Etat a des obligations et la responsabilité première de développer l'économie du pays et le bien être social..../..

Au bout du compte cet avis s'avère, malgré notre implication active tout au long du travail en commission, marqué par une orientation libérale de la recherche et de nombreuses lacunes dans ses constats et ses propositions.

Il est de plus, sourd aux inquiétudes et aux motifs de mobilisation de la communauté scientifique.

Le groupe CGT votera contre". ■

# qualité de vie syndicale...

## quelle mise en oeuvre dans chaque syndicat ?



**55** camarades ont participé ce 21 avril à la réunion confédéralisée en région sur le thème de la qualité de vie syndicale. La journée s'est déroulée en deux temps comme en avait décidé le Comité régional, le matin présentation d'un premier état des lieux des éléments concernant la région, l'après-midi débat en groupe de travail sur le même thème : " gagner et accélérer la mise en œuvre de la Charte de la vie syndicale ".

La situation de la syndicalisation et l'évolution du salariat en Midi-Pyrénées ont été présentés par un diaporama\* à partir duquel on peut tirer de nombreux enseignements, notamment: l'évolution des salariés en Midi-

*Pyrénées en 10 ans, c'est un gain de 148 700 salariés, soit 20,07%. La population progresse de 120 687 habitants + 4,96%. Une première idée c'est que la destruction et la suppression de milliers d'emplois ne s'accompagne pas du recul du nombre de salariés . Il s'est donc créé au cours de ces 10 ans plus d'emplois qu'il ne s'en est détruit.*

*Le gain de salariés bénéficie à tous les départements avec des gains plus importants dans les départements ruraux et moins importants dans les départements de tradition industrielle. Loin de se désertifier les territoires de Midi-pyrénées se recomposent, ils gagnent de 8 à 23% de salariés*

selon les départements.

Après la synthèse des débats dans les groupes de travail au cours de laquelle chacun-e a indiqué l'intérêt d'une telle journée de travail, il a été proposé de retenir 3 axes de travail:

- La tenue de réunion sur qualité de vie syndicale par Ud voir aussi UI,
- Un premier rendez-vous lors d'un Comité régional avant les vacances sera tenu pour évaluer les avancées réalisées.

- Une nouvelle réunion de ce type sera organisée en octobre pour faire un premier bilan et examiner les suites. ■

(\*le cd du diaporama est disponible sur demande au secrétariat régional)

## ••••• hautes-pyrénées: une page tournée



Le congrès de l'UD des Hautes-Pyrénées qui s'est tenu les 1er et 2 avril procédait à des changements importants de direction . En effet Jean-Luc Ambrosini avait décidé de ne pas solliciter un nouveau mandat et souhaitait bénéficier d'une pré-retraite. Le congrès a donc élu un tout jeune dirigeant Jean-François LAPEYRE, 35ans. C'est dans une ambiance d'intense émotion que s'est fait ce passage de relais. Jean-François est connu et apprécié des militants et des salariés du département. En effet il mène avec ses camarades la longue et diffi-

le lutte pour la défense de l'emploi à GIAT dont il est un dirigeant du syndicat. C'est aussi très jeune qu'il entre dans le monde du travail par la voie de l'apprentissage à l'école de l'Arsenal devenu GIAT. Il obtient son BEP de mécanique générale, arrivé à l'atelier comme fraiseur en 1986 , il adhère à la cgt en 1987. Il est élu délégué du personnel et devient membre de la commission exécutive de l'UD en 1997 puis du bureau en 2000. C'est donc un jeune dirigeant qui dispose déjà d'une expérience de l'interpro fort utile à cette responsabilité. Amicalement surnomé Jeff par tous, il est le centre d'un élan de solidarité considérable lorsque la direction tente, en plein conflit, de le sanctionner pour fait de grève. Elle doit très rapidement y renoncer! D'un naturel réservé il

n'en a pas moins une qualité d'écoute qui donne à chacune de ses interventions une portée qui force le respect. Elles seront d'un apport important à la réflexion de tous au sein du comité régional, et contribueront au renouvellement des cadres dont la cgt a besoin pour mettre en oeuvre de manière dynamique les choix d'un syndicalisme résolument moderne! Bigourdan de naissance son intérêt pour les romans historiques ne l'empêchent pas de pratiquer son sport favori, le surf des neiges, tout comme la moto d'ailleurs mais pas sur les mêmes terrains ! Une page importante de l'histoire de la cgt des Hautes-Pyrénées s'est tournée , plein succès à Jeff mais aussi à Jean-Luc dans cette nouvelle aventure humaine !

# L'actualité du groupe cgt cesr



## la politique régionale de l'europe, l'offre de soins en Midi-Pyrénées...!

La dernière assemblée plénière du CESR a examiné trois avis sur des sujets importants pour notre région.

Le groupe cgt a travaillé ses interventions à partir du travail commun avec les syndicats des professions concernées. Il a émis un vote favorable sur l'avis "Offre de soins en Midi-Pyrénées", ainsi que sur l'avis "La politique régionale de l'Europe et un vote contre sur l'avis "L'Avenir de la recherche en Midi-Pyrénées"

**Jacques MARECK** est intervenu sur "L'offre de soins en Midi-Pyrénées"

**Marie-Laurence BERTRAND** est intervenue sur " La politique

régionale de l'Europe" et a notamment déclaré:

*"Inégalités sociales, mise en concurrence des territoires et des fiscalités, montée des partis d'extrême droite populistes, le risque d'implosion de la cohésion sociale est avéré. L'élargissement à 25 sert de révélateur à l'absence d'Europe sociale.*

*Il est plus que temps de poser les exigences sociales qui permettront à l'Europe de bâtir une véritable alternative aux inégalités économiques et sociales.*

*Pour la CGT, " l'Europe a besoin de politiques structurelles communes, de politiques industrielles coordonnées et de politiques fis-*

*cales harmonisées comme réponse aux délocalisations et outil au développement durable ". Nous affirmons l'exigence d'un budget communautaire suffisant et cohérent associé à une politique de développement des investissements publics. Cela nécessite aussi de revoir le pacte de stabilité et de renoncer aux directives de libéralisation des services".*

L'intégralité des interventions sont disponibles sur le site du comité régional:

[www.cgt-midipyrenees.com](http://www.cgt-midipyrenees.com)

L'actualité du groupe c'est aussi la Conférence Nationale des CESR à Paris le 10 juin à laquelle nous participerons ainsi qu' à la réunion préparatoire à la CGT ■

**ASSISES  
INTER-REGIONALES**

## DROIT AUX VACANCES POUR TOUS!

organisées par l'Ancav et Tourisme Loisirs Culture  
Midi-Pyrénées

**JEUDI 3 JUIN 2004 à 9h30**

**METEO-FRANCE**  
(Centre de Conférences)

**Ensemble débattons et agissons pour le  
droit aux vacances de qualité pour tous !**

secrétaires de comités d'entreprises, élus-mandatés, militants-es  
de la cgt, inscrivez- vous auprès de votre UD ou directement à  
l'association TLC 05.61.29.83.29

# une grande victoire pour la recherche !

*550 postes statutaires restitués, 1000 postes pour les universités ! continuons l'action, le débat...!*



Après trois mois d'une lutte exceptionnelle, les personnels de la recherche scientifique ont obtenu la satisfaction de leurs revendications immédiates : la restitution des 550 postes de fonctionnaires titulaires que le gouvernement Raffarin II avait transformés en CDD et la création de 1000 postes pour les universités : 700 postes d'enseignants-chercheurs, 150 ATER (Attachés Temporaires d'Enseignement et de Recherche) et 150 IATOS (personnels techniques et administratifs). Le gouvernement s'est en outre engagé à réunir les organisations syndicales dans le cadre de la préparation du budget 2005.

**Cette victoire est la plus importante remportée par les personnels depuis la fin des années 1980.**

Exceptionnelle, cette lutte l'a été dans son ampleur comme dans sa capacité à susciter des formes inédites d'actions, allant des manifestations classiques à des expressions multiples en direction de la population. Elle l'a été également par le recours à la complémentarité entre d'une part l'expé-

rience, le savoir-faire, la capacité à formuler des mots d'ordre clairs et rassembleurs des organisations syndicales et d'autre part l'imagination, les formes novatrices de mobilisation initiées par le Collectif Sauvons la recherche. Cette unité, qui a aussi été un combat que le SNTRS-CGT a su mener, a permis aux personnels, des directeurs de laboratoires aux ingénieurs, techniciens et administratifs de s'exprimer, et aux jeunes qu'ils soient doctorants, post-doctorants ou jeunes chercheurs de se faire entendre. Nous nous sommes nous battus :

- Contre la précarisation de l'emploi des jeunes scientifiques, symbolisée par la restitution des 550 postes statutaires,
- contre le déclin de la recherche fondamentale portée par le système de recherche public, déclin marqué par les coupes budgétaires intervenues au CNRS et à l'INSERM, mettant les organismes au bord de la cessation de paiement,
- contre la bureaucratie envahissante,
- contre la politique du gouvernement qui pilote le système de recherche public, pour la seule

rentabilité à court terme et au service des seules entreprises et non pour la satisfaction des besoins des populations,

- pour une politique de recherche qui s'inscrive dans la cohérence, la continuité et la durée ; avec une programmation pluriannuelle des emplois et des financements récurrents,
- pour une réflexion sur les moyens, les missions et les finalités du système public de recherche,

C'est pourquoi le SNTRS-CGT a demandé, avec la CGT la tenue d'Etats généraux sur la recherche.

Ces débats, qui ont commencé dans les laboratoires et les sites de recherche ne peuvent être l'affaire des seuls personnels de la recherche scientifique publique. Ils doivent associer les travailleurs de la recherche des entreprises publiques ou privées et les citoyens. C'est pourquoi la CGT, ses Unions départementales, ses fédérations se doivent de participer pleinement, et faire entendre leurs points de vue et leurs propositions. ■

# L'avenir de la Recherche, en débat au cesr...!



## la cgt vote contre l'avis du cesr

**Lors de la dernière assemblée plénière du cesr à propos du projet d'avis sur "l'avenir de la recherche en Midi-Pyrénées", Yannick Lequentrec au nom du groupe cgt a notamment déclaré, extraits :**

"Ce projet d'avis sur l'Avenir de la recherche en Région se révèle partial :

Partial parce qu'il plaide en faveur d'une mise en marche libérale de la recherche.

Cet assujettissement de la recherche aux intérêts bien compris des industriels est paradoxal quand on constate que la principale faiblesse de la recherche française réside surtout dans la frilosité des entreprises privées pour la financer.

Cette fuite en avant mène d'ailleurs la recherche droit au mur si l'on s'en tient aux positions des organisations patronales.

Le rapport rédigé par Jean Paul Vermes de la Chambre de commerce de Paris et Eric Hayat, président de la commission recherche et innovation du MEDEF est particulièrement clair sur ce point :

" faire peser sur les entreprises une quelconque obligation quantitative serait se tromper de débat : ce sont bien les impératifs de compétitivité et d'acquisition de parts de marché, relayés par les actionnaires, qui déterminent les décisions des entreprises et rien ne saurait les contraindre à poursuivre un objectif politique ".

On ne saurait mieux indiquer à

quel point l'intérêt général et celui des actionnaires peuvent diverger. Pourtant, si le patronat n'est responsable de rien, excepté le profit, il est en revanche demandeur de fonds publics. Dès lors, pour atteindre l'objectif des 3 % du PIB, le gouvernement est prié de faire un effort d'attractivité pour éviter que les entreprises délocalisent leurs laboratoires.

Et d'afficher ses revendications qui sont fidèlement reprises dans cet avis : les crédits d'impôts recherche qui ne doivent plus être associés à des contrôles fiscaux suivis de redressements, les fondations destinées à financer la recherche qui doivent bénéficier d'une déductibilité fiscale, au mieux, totale.

Quant au pilotage du rapprochement de la recherche publique, il doit être effectué par les entreprises.

Pour ce qui nous concerne, nous sommes des partisans résolu du rôle central de l'Etat dans la définition des orientations stratégiques de la recherche et dans la coordination de l'ensemble de l'effort de recherche.

En sachant que pour que l'Etat soit en capacité de jouer ce rôle, il doit assurer en premier lieu le développement de la recherche libre et non orientée- dite fondamentale. Celle-ci s'organise autour de programmes de recherche proposés par les équipes et les laboratoires de recherche.

Rappelons aussi qu'elle ne

regroupe pas que les sciences qualifiées d'exactes mais également l'ensemble des Sciences humaines et sociales qui restent trop souvent ignorées des orientations comme des évaluations de la recherche alors qu'elles sont un point d'appui essentiel pour penser et poser les questions de cohésion sociale ainsi que pour améliorer les politiques publiques, y compris en matière d'aménagement du territoire ; on pourrait citer par exemple la géographie humaine.

Selon nous, la structuration de la recherche doit aussi tenir compte de la place que la nation et l'Europe entendent accorder à la prise en compte des besoins humains fondamentaux tels que le droit de travailler, de se soigner, de se nourrir sainement, de vivre dans un environnement sain, d'accéder à l'éducation...

Dans ce cadre, l'Etat a des obligations et la responsabilité première de développer l'économie du pays et le bien être social.../..

Au bout du compte cet avis s'avère, malgré notre implication active tout au long du travail en commission, marqué par une orientation libérale de la recherche et de nombreuses lacunes dans ses constats et ses propositions.

Il est de plus, sourd aux inquiétudes et aux motifs de mobilisation de la communauté scientifique.

Le groupe CGT votera contre". ■

# qualité de vie syndicale...

## quelle mise en oeuvre dans chaque syndicat ?



**55** camarades ont participé ce 21 avril à la réunion confédéralisée en région sur le thème de la qualité de vie syndicale. La journée s'est déroulée en deux temps comme en avait décidé le Comité régional, le matin présentation d'un premier état des lieux des éléments concernant la région, l'après-midi débat en groupe de travail sur le même thème : "gagner et accélérer la mise en oeuvre de la Charte de la vie syndicale".

La situation de la syndicalisation et l'évolution du salariat en Midi-Pyrénées ont été présentés par un diaporama\* à partir duquel on peut tirer de nombreux enseignements, notamment : l'évolution des salariés en Midi-

*Pyrénées en 10 ans, c'est un gain de 148 700 salariés, soit 20,07%. La population progresse de 120 687 habitants + 4,96%. Une première idée c'est que la destruction et la suppression de milliers d'emplois ne s'accompagne pas du recul du nombre de salariés. Il s'est donc créé au cours de ces 10 ans plus d'emplois qu'il ne s'en est détruit.*

*Le gain de salariés bénéficie à tous les départements avec des gains plus importants dans les départements ruraux et moins importants dans les départements de tradition industrielle. Loin de se désertifier les territoires de Midi-pyrénées se recomposent, ils gagnent de 8 à 23% de salariés*

selon les départements.

Après la synthèse des débats dans les groupes de travail au cours de laquelle chacun-e a indiqué l'intérêt d'une telle journée de travail, il a été proposé de retenir 3 axes de travail :

- La tenue de réunion sur qualité de vie syndicale par Ud voir aussi UI,
- Un premier rendez-vous lors d'un Comité régional avant les vacances sera tenu pour évaluer les avancées réalisées.

- Une nouvelle réunion de ce type sera organisée en octobre pour faire un premier bilan et examiner les suites. ■

(\*le cd du diaporama est disponible sur demande au secrétariat régional)

## ••••• hautes-pyrénées: une page tournée



Le congrès de l'UD des Hautes-Pyrénées qui s'est tenu les 1er et 2avril procédait à des changements importants de direction. En effet Jean-Luc Ambrosini avait décidé de ne pas solliciter un nouveau mandat et souhaitait bénéficier d'une pré-retraite. Le congrès a donc élu un tout jeune dirigeant Jean-François LAPEYRE, 35ans. C'est dans une ambiance d'intense émotion que s'est fait ce passage de relais. Jean-François est connu et apprécié des militants et des salariés du département. En effet il mène avec ses camarades la longue et diffi-

le lutte pour la défense de l'emploi à GIAT dont il est un dirigeant du syndicat. C'est aussi très jeune qu'il entre dans le monde du travail par la voie de l'apprentissage à l'école de l'Arsenal devenu GIAT. Il obtient son BEP de mécanique générale, arrivé à l'atelier comme fraiseur en 1986, il adhère à la cgt en 1987. Il est élu délégué du personnel et devient membre de la commission exécutive de l'UD en 1997 puis du bureau en 2000. C'est donc un jeune dirigeant qui dispose déjà d'une expérience de l'interpro fort utile à cette responsabilité. Amicalement surnomé Jeff par tous, il est le centre d'un élan de solidarité considérable lorsque la direction tente, en plein conflit, de le sanctionner pour fait de grève. Elle doit très rapidement y renoncer! D'un naturel réservé il

n'en a pas moins une qualité d'écoute qui donne à chacune de ses interventions une portée qui force le respect. Elles seront d'un apport important à la réflexion de tous au sein du comité régional, et contribueront au renouvellement des cadres dont la cgt a besoin pour mettre en oeuvre de manière dynamique les choix d'un syndicalisme résolument moderne! Bigourdan de naissance son intérêt pour les romans historiques ne l'empêchent pas de pratiquer son sport favori, le surf des neiges, tout comme la moto d'ailleurs mais pas sur les mêmes terrains ! Une page importante de l'histoire de la cgt des Hautes-Pyrénées s'est tournée, plein succès à Jeff mais aussi à Jean-Luc dans cette nouvelle aventure humaine !

# l'actualité du groupe cgt cesr



## la politique régionale de l'europe, l'offre de soins en Midi-Pyrénées...!

La dernière assemblée plénière du CESR a examiné trois avis sur des sujets importants pour notre région.

Le groupe cgt a travaillé ses interventions à partir du travail commun avec les syndicats des professions concernées. Il a émis un vote favorable sur l'avis "Offre de soins en Midi-Pyrénées", ainsi que sur l'avis "La politique régionale de l'Europe et un vote contre sur l'avis "L'Avenir de la recherche en Midi-Pyrénées"

**Jacques MARECK** est intervenu sur "l'offre de soins en Midi-Pyrénées"

**Marie-Laurence BERTRAND** est intervenue sur " La politique

régionale de l'Europe" et a notamment déclaré:

*"Inégalités sociales, mise en concurrence des territoires et des fiscalités, montée des partis d'extrême droite populistes, le risque d'implosion de la cohésion sociale est avéré. L'élargissement à 25 sert de révélateur à l'absence d'Europe sociale.*

*Il est plus que temps de poser les exigences sociales qui permettront à l'Europe de bâtir une véritable alternative aux inégalités économiques et sociales.*

*Pour la CGT, " l'Europe a besoin de politiques structurelles communes, de politiques industrielles coordonnées et de politiques fis-*

*cales harmonisées comme réponse aux délocalisations et outil au développement durable ". Nous affirmons l'exigence d'un budget communautaire suffisant et cohérent associé à une politique de développement des investissements publics. Cela nécessite aussi de revoir le pacte de stabilité et de renoncer aux directives de libéralisation des services".*

L'intégralité des interventions sont disponibles sur le site du comité régional:

[www.cgt-midipyrenees.com](http://www.cgt-midipyrenees.com)

L'actualité du groupe c'est aussi la Conférence Nationale des CESR à Paris le 10 juin à laquelle nous participerons ainsi qu' à la réunion préparatoire à la CGT ■

**ASSISES  
INTER-REGIONALES**

## DROIT AUX VACANCES POUR TOUS!

organisées par l'Ancav et Tourisme Loisirs Culture  
Midi-Pyrénées

**JEUDI 3 JUIN 2004 à 9h30**

**METEO-FRANCE**  
(Centre de Conférences)

**Ensemble débattons et agissons pour le  
droit aux vacances de qualité pour tous !**

secrétaires de comités d'entreprises, élus-mandatés, militants-es  
de la cgt, inscrivez- vous auprès de votre UD ou directement à  
l'association TLC 05.61.29.83.29

## ● UD31

Le comité général de l'union départementale de la Haute Garonne s'est tenu les 13 et 14 mai 2004.

## ● SECU

De nombreuses initiatives de déploiement se sont tenues dans notre région dans le cadre des 13, 14, 15 mai décidé par le CCN d'avril 2004. Les premiers résultats sont encourageants et témoignent de l'attachement des salariés à leur protection sociale. Dans le Tarn 15 initiatives tenues pendant 3 jours ont permis de collecter 2369 signatures. A Toulouse les militants participant au comité général de l'ud ont tenu le métro pendant une heure le 14 mai et ont recueilli 574 signatures...



## ● assises

Dans le cadre de la préparation des Assises de la recherche, l'Ugict CGT organise une journée d'étude le 27 mai 2004. Deux camarades mandatés par le comité régional au CA de l'université et au cesr y participeront. D'autre part le travail engagé autour du débat sur la recherche en Midi-Pyrénées débouche sur l'organisation d'une rencontre en Midi-Pyrénées sur le thème:

**recherche, emploi et développement du territoire** que nous organisons le 11 juin 2004 à Toulouse.

Elle permettra le débat entre des chercheurs et des militants des syndicats de l'industrie et s'inscrit dans la préparation des Assises de la Recherche.

## ● web

Le site internet du comité régional est réactivé, vos remarques, suggestions sont les bienvenues:

[www.cgt-midipyrenees.com](http://www.cgt-midipyrenees.com)

## ● UD82

Le congrès de l'union départementale cgt du Tarn et Garonne aura lieu les 4 et 5 juin 2004 à Cayrac.

